RÈGLEMENT (CE) N° 882/98 DE LA COMMISSION

du 24 avril 1998

relatif à la vente, dans le cadre de la procédure définie au règlement (CEE) n° 2539/84, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à l'approvisionnement des îles Canaries et abrogeant le règlement (CE) n° 2552/97

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine [1], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2634/97 [2], et notamment son article 7, paragraphe 3,

vu le règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil du 15 juin 1992 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries [3], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2348/96 [4], et notamment son article 3, paragraphe 2,

considérant que certains organismes d'intervention détiennent d'importants stocks de viande achetée à l'intervention; qu'il convient d'éviter de prolonger la période de stockage de ces viandes compte tenu des coûts élevés que cela implique;

considérant que le règlement (CE) n° 1264/97 de la Commission du 1er juillet 1997 établissant le bilan prévisionnel d'approvisionnement des îles Canaries pour les produits du secteur de la viande bovine [5] fixe les quantités du bilan prévisionnel d'approvisionnement en viandes bovines congelées pour la période comprise entre le 1er juillet 1997 et le 30 juin 1998; que, compte tenu des contrats d'échanges traditionnels, il convient de débloquer des viandes bovines d'intervention afin d'assurer l'approvisionnement des îles Canaries au cours de cette période;

considérant que le règlement (CEE) n° 2539/84 de la Commission du 5 septembre 1984 portant modalités particulières de certaines ventes de viandes bovines congelées détenues par les organismes d'intervention [6], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95 [7], a prévu la possibilité de l'application d'une procédure à deux phases lors de la vente de viandes bovines en provenance de stocks d'intervention;

considérant que, en vue d'assurer une procédure d'adjudication régulière et uniforme, des mesures devraient être prises en plus de celles fixées dans le règlement (CEE) n° 2173/79 de la Commission [8], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95;

considérant que l'article 3 du règlement (CE) n° 2790/94 de la Commission du 16 novembre 1994 portant modalités communes d'application du règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries [9], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 825/98 [10], prévoit l'emploi de certificats d'aide délivrés par les autorités espagnoles compétentes aux fins de l'approvisionnement par la Communauté; que, afin d'améliorer le fonctionnement du régime susvisé, il y a lieu de prévoir certaines dérogations à ce règlement, notamment en ce qui concerne la demande et la délivrance de certificats d'aide;

considérant qu'il convient de procéder à cette vente, conformément aux règlements de la Commission (CEE) n° 2539/84, (CEE) n° 3002/92 [11], modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 770/96 [12], et (CE) n° 2790/94, tout en prévoyant certaines dispositions dérogatoires qui se révèlent nécessaires, notamment en raison de la destination des produits en cause;

considérant qu'il convient de prévoir la constitution d'une caution afin de garantir que la viande bovine arrive à la destination prévue;

considérant que le règlement (CE) n° 2552/97 [13] devrait être abrogé;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Il est procédé à la vente des produits d'intervention achetés conformément à l'article 6 du règlement (CEE) n° 805/68 d'environ:

— 27 tonnes de viande bovine sans os détenue par l'organisme d'intervention espagnol,

— 25 tonnes de viande bovine sans os détenue par l'organisme d'intervention danois,

[1] JO L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.
[2] JO L 356 du 31. 12. 1997, p. 13.
[3] JO L 173 du 27. 6. 1992, p. 13.
[4] JO L 320 du 11. 12. 1996, p. 1.
[5] JO L 174 du 2. 7. 1997, p. 21.
[6] JO L 238 du 6. 9. 1984, p. 13.
[7] JO L 248 du 14. 10. 1995, p. 39.
[8] JO L 251 du 5. 10. 1979, p. 12.
[9] JO L 296 du 17. 11. 1994, p. 23.
[10] JO L 117 du 21. 4. 1998, p. 5.
[11] JO L 301 du 17. 10. 1992, p. 17.
[12] JO L 104 du 27. 4. 1996, p. 13.
[13] JO L 349 du 19. 12. 1997, p. 18.

— 1 500 tonnes de viande bovine sans os détenue par l'organisme d'intervention français,

— 1 500 tonnes de viande bovine sans os détenue par l'organisme d'intervention irlandais,

— 200 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention autrichien,

— 200 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention belge,

— 1 000 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention danois,

— 400 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention allemand,

— 1 000 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention espagnol,

— 700 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention français,

— 400 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention irlandais,

— 100 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention italien,

— 400 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention néerlandais,

— 700 tonnes de viande bovine avec os détenue par l'organisme d'intervention portugais.

2. Cette viande est vendue pour être livrée aux îles Canaries dans le cadre du règlement (CE) nº 1264/97.

3. Sous réserve des dispositions du présent règlement, la vente a lieu conformément aux dispositions du règlement (CEE) nº 2539/84, du règlement (CEE) nº 3002/92 et du règlement (CE) nº 2790/94.

4. Les qualités et les prix minimaux visés à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2539/84 sont indiqués à l'annexe I.

5. Pour chaque groupe de produits, les organismes d'intervention vendent en premier lieu les produits qui sont entreposés depuis le plus longtemps.

Les détails des quantités et des lieux où les produits sont entreposés sont portés à la connaissance des parties concernées aux adresses indiquées à l'annexe II.

6. Ne sont prises en considération que les offres parvenant au plus tard le 6 mai 1998, à 12 heures, aux organismes d'intervention concernés.

7. Par dérogation à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2173/79, une offre doit être soumise à l'organisme d'intervention concerné dans une enveloppe fermée portant la référence du règlement concerné. L'enveloppe fermée ne doit pas être ouverte par l'organisme d'intervention avant l'échéance mentionnée au paragraphe 6.

Article 2

1. L'offre ou la demande d'achat est présentée par un opérateur inscrit dans le registre visé à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 2790/94 ou par un opérateur dûment mandaté par écrit par le premier d'agir au nom de celui-ci.

2. Après avoir reçu une offre ou une demande d'achat, l'organisme d'intervention ne procède à la conclusion du contrat qu'après avoir vérifié auprès des organismes compétents espagnols visés à l'annexe III qu'une quantité correspondante est disponible dans les limites du bilan prévisionnel d'approvisionnement.

3. L'organisme espagnol réserve au demandeur simultanément la quantité demandée jusqu'à la réception de la demande d'un certificat d'aide y relatif. Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 2790/94, la demande de certificat doit seulement être accompagnée de l'original de la facture d'achat émis par l'organisme d'intervention vendeur, ou de sa copie certifiée conforme.

La demande de certificat d'aide doit être introduite au plus tard quatorze jours après la date de l'établissement de la facture d'achat.

4. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CE) nº 2790/94, l'aide ne pourra pas être octroyée pour la viande vendue dans le cadre du présent règlement.

5. Par dérogation à l'article 3, paragraphe 4, point b), du règlement (CE) nº 2790/94, la demande de certificat d'aide et le certificat d'aide comportent, dans la case 24, la mention «certificat d'aide à utiliser dans les îles Canaries — sans aide».

Article 3

Par dérogation à l'article 4, paragraphe 2, du règlement (CEE) nº 2539/84, les demandes d'achats peuvent être introduites à partir du dixième jour ouvrable suivant la date indiquée à l'article 1er, paragraphe 6.

Article 4

Le montant de la garantie prévue à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2539/84 est fixé à:

— 3 000 écus par tonne de viande bovine sans os (à l'exclusion des filets),

— 6 300 écus par tonne de filets,

— 1 950 écus par tonne de viande bovine avec os.

La livraison aux îles Canaries des produits en cause au plus tard le 30 juin 1998 est une exigence principale au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 2220/85 de la Commission [1]. La preuve du respect de cette exigence doit être fournie au plus tard deux mois après l'accomplissement des formalités auprès des autorités compétentes des îles Canaries pour la livraison en question.

Article 5

L'ordre de retrait visé à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 3002/92 et l'exemplaire de contrôle T5 sont complétés par la mention suivante:

Carne de intervención destinada a las islas Canarias — Sin ayuda [Reglamento (CE) n° 882/98]

Interventionskød til De Kanariske Øer — uden støtte (forordning (EF) nr. 882/98)

Interventionsfleisch für die Kanarischen Inseln — ohne Beihilfe (Verordnung (EG) Nr. 882/98)

Κρέας από την παρέμβαση για τις Καναρίους Νήσους — χωρίς ενισχύσεις [Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 882/98]

Intervention meat for the Canary Islands — without the payment of aid (Regulation (EC) No 882/98)

Viandes d'intervention destinées aux îles Canaries — Sans aide [règlement (CE) n° 882/98]

Carni in regime d'intervento destinate alle isole Canarie — senza aiuto [regolamento (CE) n. 882/98]

Interventievlees voor de Canarische Eilanden — zonder steun (Verordening (EG) nr. 882/98)

Carne de intervenção destinada às ilhas Canárias — sem ajuda [Regulamento (CE) nº 882/98]

Kanariansaarille osoitettu interventioliha — ilman tukea (Asetus (EY) N:o 882/98)

Interventionskött för Kanarieöarna — utan bidrag (Förordning (EG) nr 882/98).

Article 6

Le règlement (CE) n° 2552/97 est abrogé.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le 4 mai 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

[1] JO L 205 du 3. 8. 1985, p. 5.

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

Estado miembro	Productos	Cantidad aproximada (toneladas)	Precio mínimo expresado en ecus por tonelada (1)
Medlemsstat	Produkter	Tilnærmet mængde (tons)	Mindstepriser i ECU/ton (1)
Mitgliedstaat	Erzeugnisse	Ungefähre Mengen (Tonnen)	Mindestpreise, ausgedrückt in ECU/Tonne (1)
Κράτος μέλος	Προϊόντα	Κατά προσέγγιση ποσότητα (τόνοι)	Ελάχιστες τιμές πώλησης εκφραζόμενες σε Ecu ανά τόνο (1)
Member State	Products	Approximate quantity (tonnes)	Minimum prices expressed in ECU per tonne (1)
État membre	Produits	Quantité approximative (tonnes)	Prix minimaux exprimés en écus par tonne (1)
Stato membro	Prodotti	Quantità approssimativa (tonnellate)	Prezzi minimi espressi in ecu per tonnellata (1)
Lidstaat	Producten	Hoeveelheid bij benadering (ton)	Minimumprijzen uitgedrukt in ECU per ton (1)
Estado-membro	Produtos	Quantidade aproximada (toneladas)	Preço mínimo expresso em ecus por tonelada (1)
Jäsenvaltio	Tuotteet	Arvioitu määrä (tonneina)	Alimmat hinnat ecuina tonnilta (1)
Medlemsstat	Produkter	Ungefärlig kvantitet (ton)	Lägsta priser i ecu per ton (1)

a) **Carne deshuesada — Udbenet kød — Fleisch ohne Knochen — Κρέατα χωρίς κόκαλα — Boneless beef — Viande désossée — Carni senza osso — Vlees zonder been — Carne desossada — Luuton naudanliha — Benfritt kött**

DANMARK	— Mørbrad (INT 15)	24	4 200
	— Tyksteg (INT 16)	1	1 050
ESPAÑA	— Entrecote (INT 19)	27	1 200
FRANCE	— Tranche grasse (INT 12)	400	1 150
	— Tranche (INT 13)	100	1 300
	— Semelle (INT 14)	100	1 200
	— Filet (INT 15)	400	4 200
	— Rumsteak (INT 16)	100	1 150
	— Faux-filet (INT 17)	400	2 300
IRELAND	— Thick flank (INT 12)	400	1 150
	— Topside (INT 13)	100	1 400
	— Silverside (INT 14)	100	1 250
	— Fillet (INT 15)	400	4 700
	— Rump (INT 16)	100	1 100
	— Striploin (INT 17)	400	2 600

b) **Cuartos traseros con hueso — Bagfjerdinger, ikke udbenet — Hinterviertel mit Knochen — Οπίσθια τέταρτα με κόκαλα — Bone-in hindquarters — Quartiers arrière avec os — Quarti posteriori non disossati — Achtervoeten met been — Quartos traseiros com osso — Luullinen takaneljännes — Bakkvartsparter med ben**

BELGIQUE/ BELGIË	— Quartiers arrière/ Achtervoeten	200	850
DEUTSCHLAND	— Hinterviertel	400	850
DANMARK	— Bagfjerdinger	1 000	850
ESPAÑA	— Cuartos traseros	1 000	850
FRANCE	— Quartiers arrière	700	850
IRELAND	— Hindquarters	400	850
ITALIA	— Quarti posteriori	100	850
NEDERLAND	— Achtervoeten	400	850
ÖSTERREICH	— Hinterviertel	200	850
PORTUGAL	— Quartos traseiros	700	850

(1) Estos precios se entienden peso neto de acuerdo con las disposiciones del apartado 1 del artículo 17 del Reglamento (CEE) nº 2173/79.
(1) Disse priser gælder netto i overensstemmelse med bestemmelserne i artikel 17, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 2173/79.
(1) Diese Preise gelten netto gemäß den Vorschriften von Artikel 17 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 2173/79.
(1) Οι τιμές αυτές εφαρμόζονται επί του καθαρού βάρους σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 17 παράγραφος 1 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2173/79.
(1) These prices shall apply to net weight in accordance with the provisions of Article 17(1) of Regulation (EEC) No 2173/79.
(1) Ces prix s'entendent poids net conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, du règlement (CEE) nº 2173/79.
(1) Il prezzo si intende peso netto in conformità del disposto dell'articolo 17, paragrafo 1, del regolamento (CEE) n. 2173/79.
(1) Deze prijzen gelden netto, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 2173/79.
(1) Estes preços aplicam-se a peso líquido, conforme o disposto no nº 1 do artigo 17º do Regulamento (CEE) nº 2173/79.
(1) Asetuksen (ETY) N:o 2173/79 17 artiklan 1 kohdan mukaiset nettopainohinnat.
(1) Dessa priser gäller nettovikt enligt bestämmelser i artikel 17.1 i förordning (EEG) nr 2173/79.

ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II — LIITE II — BILAGA II

Direcciones de los organismos de intervención — Interventionsorganernes adresser — Anschriften der Interventionsstellen — Διευθύνσεις των οργανισμών παρεμβάσεως — Addresses of the intervention agencies — Adresses des organismes d'intervention — Indirizzi degli organismi d'intervento — Adressen van de interventiebureaus — Endereços dos organismos de intervenção — Interventioelinten osoitteet — Interventionsorganens adresser

BELGIQUE/BELGIË:

Bureau d'intervention et de restitution belge
Rue de Trèves 82
B-1040 Bruxelles
Belgisch Interventie- en Restitutiebureau
Trierstraat 82
B-1040 Brussel
Téléphone: (32 2) 287 24 11; télex: BIRB. BRUB/24076-65567; télécopieur: (32 2) 230 2533/280 03 07

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung (BLE)
Postfach 180203, D-60083 Frankfurt am Main
Adickesallee 40
D-60322 Frankfurt am Main
Tel.: (49) 69 1564-704/755; Telex: 411727; Telefax: (49) 69 15 64-790/791

DANMARK:

Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri
EU-direktoratet
Kampmannsgade 3
DK-1780 København V
Tlf. (45) 33 92 70 00; telex 151317 DK; fax (45) 33 92 69 48, (45) 33 92 69 23

ESPAÑA:

FEGA (Fondo Español de Garantía Agraria)
Beneficencia, 8
E-28005 Madrid
Tel: (34) 913 47 65 00/913 47 63 10; télex: FEGA 23427 E/FEGA 41818 E;
fax: (34) 915 21 98 32/915 22 43 87

FRANCE:

OFIVAL
80, avenue des Terroirs-de-France
F-75607 Paris Cedex 12
Téléphone: (33 1) 44 68 50 00; télex: 215330; télécopieur: (33 1) 44 68 52 33

ITALIA:

AIMA (Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo)
Via Palestro 81
I-00185 Roma
Tel. 49 49 91; telex 61 30 03; telefax: 445 39 40/445 19 58

IRELAND:

Department of Agriculture, Food and Forestry
Agriculture House
Kildare Street
IRL-Dublin 2
Tel. (01) 678 90 11, ext. 2278 and 3806
Telex 93292 and 93607, telefax (01) 661 62 63, (01) 678 52 14 and (01) 662 01 98

NEDERLAND:

Ministerie van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij, Voedselvoorzieningsin- en verkoopbureau
p/a LASER, Zuidoost
Slachthuisstraat 71
Postbus 965
6040 AZ Roermond
Tel. (31-475) 35 54 44; telex 56396 VIBNL; fax (31-475) 31 89 39.

ÖSTERREICH:

AMA-Agrarmarkt Austria
Dresdner Straße 70
A-1201 Wien
Tel.: (431) 33 15 12 20; Telefax: (431) 33 15 1297

PORTUGAL:

Instituto Nacional de Intervenção e Garantia Agrícola
Rua Fernando Curado Ribeiro, nº 4-G
P-1600 Lisboa
Tel.: (351-1) 751 85 00; telefax: (351-1) 751 86 15;

ANEXO III — BILAG III — ANHANG III — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ III — ANNEX III — ANNEXE III — ALLEGATO III — BIJLAGE III — ANEXO III — LIITE III — BILAGA III

Organismos españoles a que se refiere el apartado 2 del artículo 2 — De i artikel 2, stk. 2, omhandlede spanske organer — Die in Artikel 2 Absatz 2 genannten spanischen Stellen — Οι ισπανικοί οργανισμοί που προβλέπονται στο άρθρο 2 παράγραφος 2 — The Spanish agencies referred to in Article 2(2) — Les organismes espagnols visés à l'article 2, paragraphe 2 — Organismi spagnoli di cui all'articolo 2, paragrafo 2 — In artikel 2, lid 2, bedoelde Spaanse instanties — Organismos espanhóis referidos no nº 2 do artigo 2º — 2 artiklan 2 kohdan tarkoittama espanjalainen toimielin — De i artikel 2.2 avsedda spanska organen

— Dirección Territorial de Comercio en Las Palmas

José Frachy Roca, 5
E-35007
Las Palmas de Gran Canaria
Tel.: (34) 928 26 14 11/928 26 21 36; fax: (34) 928 27 89 75

— Dirección Territorial de Comercio en Santa Cruz de Tenerife

Pilar, 1
E-38002
Santa Cruz de Tenerife
Tel.: (34) 922 24 14 80/922 24 13 79; fax: (34) 922 24 42 61/922 24 68 36